



# André CHASSAIGNE

## CONTRE

### L'INVESTITURE DE VALLS

**Le groupe communiste /Front de gauche n'a pas voté la confiance au gouvernement. A l'opposé d'Emmanuel Valls nous proposons à la majorité et à nos concitoyens la construction d'une alternative pour porter une véritable politique de transformation sociale. Pourquoi ?**

L'électorat de gauche, qui avaient nourri des espoirs de changements en 2012. et porté le Président de la République au pouvoir, se sent trahi. Il a exprimé ce rejet en s'abstenant massivement aux municipales. Faut-il rappeler que le PCF n'a cessé d'alerter le gouvernement et d'appeler à la lutte. Pas une fois, il n'a pris en compte les avertissements des députés Communistes/ Front de gauche.

**La réponse de F. Hollande a été de changer de premier ministre.**

**Celui-ci propose une accélération des réformes négatives et antisociales et un renforcement des orientations fixées par les pactes d'austérité et de responsabilité.**

**Alors que le premier défi à relever est une réorientation de la politique européenne,** sans laquelle le changement ne sera pas envisageable, Valls si refuse. Il confirme l'adhésion de la politique de F. Hollande au pacte Sarkozy/Merkel qui a été l'acte fondateur.

**Les 60 milliards d'euros de coupes budgétaires déjà opérées sur ordre de Bruxelles ont eu des conséquences désastreuses** sur les services publics, la sécurité sociale, nos collectivités territoriales.

**La nouvelle réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques et la baisse des impôts et des cotisations sont incompatibles avec une politique en faveur de la santé, de l'éducation et de la jeunesse.**

A tout cela, Valls ajoute une attaque terrible contre les institutions démocratiques françaises avec la remise en cause des communes, l'annonce de la suppression des départements, institués à la révolution française, et la diminution par deux des régions.

**Le deuxième défi est celui du redressement industriel, de la lutte contre le chômage et de la transition énergétique. Le temps est venu de lutter avec plus d'énergie pour l'abandon du pacte de responsabilité.** qui n'offre aucune perspective en termes de création d'emploi. Et de rejeter la baisse des cotisations salariales et patronales qui conduirait à la ruine des retraites et de la sécurité sociale.

Des solutions alternatives existent.

Baisser les charges financières des entreprises, avec un nouveau crédit bancaire pour les investissements matériels et de recherche à des taux d'intérêt d'autant plus faibles que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Un pôle financier public incluant la Banque publique d'investissement sera en mesure de déployer ce nouveau crédit.

Moduler le taux de cotisation sociale patronale, une modulation favorable à l'emploi, à la formation, aux salaires et pénalisante pour la croissance financière des capitaux.

**Le gouvernement a confirmé sa volonté de s'attaquer au « coût du travail » en multipliant ces exonérations de charges des entreprises. Et pas un mot sur le coût du capital ! N'est-ce pas le meilleur révélateur de son choix libéral ?**